

“Refonder une institution éducative démocratique, humaniste, moderne.”

6 décembre 2024

[collectif Riposte Éducation](#) > [actu](#) > “Refonder une institution éducative démocratique, humaniste, moderne.”

Il y a bientôt un an, près d’une cinquantaine de mouvements pédagogiques, associations complémentaires de l’école, associations d’usager-ères, et organisations syndicales, plusieurs centaines de chercheur-es et personnalités de l’éducation lançaient le collectif Riposte éducation, à travers un premier appel rassemblant toutes celles et ceux qui ne peuvent se résigner à une École du tri social. Faisant le constat d’un service public d’éducation « qui va mal », où les inégalités scolaires se creusent, où la réussite scolaire est de plus en plus marquée par l’origine sociale et où les personnels sont à bout, où les enfants et les jeunes sont en souffrance, elles et ils appelaient à rompre avec les politiques éducatives menées depuis 2017 pour « refonder une institution éducative démocratique, humaniste, moderne. »

Un an après, nous lançons un nouvel appel dans un contexte politique instable et inquiétant, hostile à l’école publique et face à une nouvelle dégradation du système éducatif en France. Ce contexte appelle à repenser la finalité de notre système éducatif et à définir collectivement son rôle sociétal. Il est urgent de redonner à l’École et à ses personnels, aux parents, aux associations d’éducation populaire et d’éducation nouvelle, les moyens de travailler conjointement à l’épanouissement et à l’émancipation des jeunes, et de retisser les liens humains qui sous-tendent la société.

Aujourd’hui, le caractère ségrégatif du système scolaire est aggravé tant par les mesures du soi-disant « choc des savoirs » que par un soutien institutionnel marqué aux établissements privés sous contrat, qui revendiquent de ne pas appliquer les réformes afin de renforcer leur attractivité, . L’éducation nationale est soumise à une mise au pas idéologique, sous la houlette du conseil scientifique de l’éducation nationale et par la généralisation des évaluations nationales. La finalité de notre système éducatif serait de trier les élèves et de permettre à une petite proportion d’élèves de pouvoir choisir leur voie et poursuivre des études. La hiérarchisation des savoirs et des filières, l’orientation par l’échec dès le collège, la diminution des enseignements généraux dans les filières professionnelles ne permettront pas aux nouvelles générations une autonomie et une possibilité d’évolution ou de mobilité professionnelle.

La crise de recrutement d’enseignant-es démontre à quel point les métiers de l’éducation n’attirent plus. Comparés à ceux des autres pays européens, les enseignant-es en France travaillent plus pour un salaire inférieur, avec des classes plus chargées. Le projet de réforme de la formation initiale doit se traduire par un haut niveau de qualification universitaire et professionnel nécessaires à la réduction des inégalités d’apprentissage. Les métiers de l’éducation sont de plus en plus sous contrôle avec notamment la généralisation des évaluations nationales et l’imposition des « bonnes pratiques » pédagogiques. Loin du respect nécessaire aux personnels, on assiste à un management de plus en plus vertical et autoritaire renforçant la souffrance au travail. La contribution des mouvements d’éducation populaire et d’éducation nouvelle à la formation des jeunes est entravée par une diminution dramatique de leurs financements.

Avec le projet de loi de finances initialement prévu avant la motion de censure contre le gouvernement Barnier, une nouvelle ligne rouge est franchie : au moment où l’École va mal, la seule réponse du gouvernement est de fermer des postes dans le public et donc de maintenir l’illusion qu’on peut faire mieux avec moins. Avec 4000 suppressions d’emplois d’enseignant-es, nous faisons face à des choix dévastateurs pour l’avenir des enfants. Les baisses de financement des associations

d'éducation populaires pénalisent les familles les plus modestes, restreignant en particulier l'accès de leurs enfants aux activités culturelles et sportives. La baisse de la démographie scolaire aurait pourtant pu être l'occasion d'améliorer notre système éducatif en poursuivant un investissement soutenable pour notre pays, en le rendant enfin véritablement inclusif dans de bonnes conditions pour les personnels, les élèves et les familles.

Sacrifier l'éducation ne peut pas être une option, tant elle est essentielle à la formation de citoyen·nes éclairé·es à même de répondre aux enjeux écologiques, démocratiques et sociaux d'aujourd'hui et demain. Pour que l'École et l'éducation populaire contribuent de nouveau à une société plus égalitaire, une rupture avec les politiques menées actuellement est plus que jamais indispensable.

En voici quelques premières pistes :

- la garantie de l'accès aux savoirs nécessaires pour l'ensemble des élèves afin de comprendre le monde et le transformer pour une société plus juste, à l'opposé de la réduction des enseignements aux seuls « fondamentaux »,
- un apprentissage du vivre ensemble s'appuyant sur la mixité sociale et scolaire dans les classes et les établissements,
- un service public d'éducation qui laisse la place au collectif, contre l'individualisation des parcours et des apprentissages,
- un budget de l'Éducation à hauteur des besoins, à rebours des logiques austéritaires, préservant et améliorant les dispositifs dédiés à l'éducation prioritaire,
- un refinancement des mouvements d'éducation populaire et un meilleur soutien des mouvements de recherche et de formation,
- un respect de la professionnalité des personnels de l'éducation, fondée sur les collectifs de travail, contre les contrôles toujours plus forts sur les pratiques professionnelles,
- l'abandon des évaluations nationales standardisées obligatoires, des groupes de niveau au collège et de l'ensemble des mesures du « choc des savoirs »,
- une formation repensée des personnels de l'éducation, en partant des besoins des élèves comme des agents, permettant de lutter contre tous les déterminismes,
- une gouvernance éducative démocratique, respectant l'ensemble des acteurs·trices (personnels et usager·ères),
- la reconstruction du métier d'enseignant et de la formation à ce métier, dans la coopération entre les professeurs et les chercheurs en éducation.

Ces mesures d'urgence sont un premier pas pour rompre avec un service public d'éducation ségrégué, exacerbant le tri social. Nous poursuivons collectivement le grand mouvement d'élaboration d'alternatives pour l'École, initié en décembre 2023 visant à une grande réforme pour refonder une institution éducative démocratique, humaniste, moderne. Nous appelons à un grand débat en septembre 2025 autour des finalités et du rôle sociétal de notre système éducatif, pour traiter de front et dans leurs relations les multiples enjeux d'un monde de plus en plus complexe dans lequel nous sommes entrés.

Les organisation signataires:

AFEF – Association française pour l’enseignement du français (Youx Viviane), AGEEM (Chrétien Maryse), AGSAS – Association des Groupes de Soutien au Soutien (Mariotte Christine), ANCP&AF Association nationale des conseillers pédagogiques et autres formateurs (Cuilhé Hélène), APMEP- Association des professeurs de mathématiques de l’EP (Claire Piolti-Lamorthé), APEMu – association des professeurs d’éducation musicale (Thiébaux Jérôme), Appel des appels (Caupenne Julie, Gori Roland, Del Volgo Marie-José), Collectif Apprendre ensemble (Baehrel Sylvaine), CEMEA (Clerico Jean-Baptiste), CFDT Éducation Formation Recherche Publiques (Nave-Bekhti Catherine), Collectif Didactique pour enseigner (Sensévy Gérard), Collectif Education bien commun (Lanneau Nadine), Collectif Langevin Wallon (Bablet Marc, Coulon Michèle, Fédérini Fabienne), Conseil National de la Nouvelle Résistance (Acker Dominique), CRAP-Cahiers Pédagogiques (Le Guevel Gwenael), FCPE (Mesbahi Abdelkrim), FNAREN – Fédération nationale des associations de rééducateurs de l’EN (Fombelle Laetitia, Gostain Daniel et Buisine Florence), FSU-SNUIPP (David Guislaine), FSU-SNESUP (Roger Anne et Mauriat Caroline), GFEN – Groupe français d’éducation nouvelle (Bernardin Jacques), ICEM pédagogie Freinet (Careil Hélène), Ligue de l’enseignement (Lacassagne Hélène), OCCE (Barrault Alain), Polychrome -Edu Association des professeurs d’arts plastiques (Delannet Fabienne), SE-UNSA (Allain-Moreno Elisabeth), SNEP-FSU (Hubert Benoit), SNEP-UNSA (Pécot Franck), SNES-FSU (Vénétitay Sophie), SUD éducation (Bauné Benjamin), SUI-FSU (Nicollet Eric), Une École Un avenir (Demante Monique)

Les chercheur-es et personnalités signataires:

Bucheton Dominique (Professeure honoraire en sciences de l’éducation et de la formation – didacticienne du français), Chirouter Edwige (Professeure des Universités en Philosophie et sciences de l’éducation), Lahire Bernard (sociologue, Directeur de recherche CNRS), Lelièvre Claude (historien), Louichon Brigitte (Professeure émérite de langue et littérature françaises), Meirieu Philippe (Chercheur en sciences de l’éducation), Paget Denis (membre du Conseil Supérieur des Programmes (CSP) de 2013 à 2018), Plane Sylvie (Professeure émérite de Sciences du langage, vice-présidente du Conseil Supérieur des Programmes (CSP) de 2013 à 2017), Reuter Yves (Chercheur en sciences de l’éducation), Rochex Jean-Yves (professeur émérite de sciences de l’éducation), Ahr Sylviane (Professeur des universités émérite en langue et littérature françaises), Boiron Véronique (Enseignante-chercheuse en sciences du langage), Butlen Denis (Professeur des universités – didacticien des mathématiques), Castagnet-Caignec Sonia (Maitresse de conférences en langue et littérature françaises), Chabanne Jean-Charles (professeur des universités en sciences de l’éducation), Claude Marie-Sylvie (Professeure des universités en sciences de l’éducation), Connac Sylvain (Enseignant-Chercheur en sciences de l’éducation), Coulange Lalina (Professeure des universités en didactique des mathématiques), David Jacques (Maitre de conférences en Sciences du Langage), De Cock Laurence (historienne), De Peretti Isabelle (Professeure émérite en langue et littérature françaises), Étienne Richard (Chercheur en Sciences de l’Éducation), Favre Daniel (Professeur honoraire en Sciences de l’éducation à l’Université de Montpellier), Gauthier Roger-François (Spécialiste de l’éducation comparée), Moinard Pierre (Maitre de Conférence en Langue et Littérature françaises), Passerieux Christine (militante pédagogique), Rayou Patrick (Professeur émérite en sciences de l’éducation et de la formation, membre du CICUR), Rebière Maryse (Enseignante-chercheuse en sciences du langage), Sauvaire Marion (Maitre de conférence HDR en didactique de la littérature), Watrelot Philippe (militant pédagogique), Waszak Cendrine (Maitresse de conférences en sciences de l’éducation)